LE PREMIER MINISTRE D'UN PAYS BILINGUE DOIT ÊTRE BILINGUE

JEAN-PHILIPPE WARREN

Jean Philippe Warren est professeur de sociologie et d'anthropologie
à l'Université Concordia

Plusieurs principes linguistiques peuvent guider le choix des chefs des partis politiques fédéraux : que l'on pense au leadership duel, à l'alternance entre chefs francophones et chefs anglophones ou à un système de « double majorité[1] ». Mais au XXe siècle, c'est la règle du bilinguisme qui l'emporta. Les années 1960 consacrèrent en effet l'opinion selon laquelle une personne qui aspirait à devenir premier ministre du Canada se devait de parler adéquatement les deux langues officielles.

LE FRANÇAIS COMME STRATÉGIE ÉLECTORALE

Jusqu'aux années 1950, il allait de soi que les candidats au poste de premier ministre du Canada devaient parler anglais. La capacité de parler français n'était qu'un atout. C'est ainsi que, pendant longtemps, peu de chefs anglophones, à l'exception de sir Robert Borden[2] (1901-1920) et R. B. Bennett (1927-1938), se sont souciés de parler français en public.

Mais dans un contexte où la moitié des Canadiens d'origine française ne parlaient pas anglais, tout le monde devinait que l'indifférence au fait français nuisait aux chances d'engranger une majorité électorale au Québec. Les progrès de la radio, puis de la télévision ne faisaient que renforcer cette conviction.

1 Pour un exemple de leadership duel, pensons, pour le Canada-Uni, au tandem de LaFontaine-Baldwin ou à celui de MacDonald-Cartier. Le système de « double majorité », c'est-à-dire une majorité chez les francophones et une majorité chez les anglophones, a été théorisé pour le Canada-Uni, sans être appliqué. La règle de l'alternance a été suivie pour la mairie de Montréal jusqu'au début du XXe siècle. À partir des années 1950, on a cherché à l'appliquer, plus ou moins méthodiquement, dans une série de domaines fédéraux, notamment aux postes de Gouverneur général, de président des Communes et du Sénat, à la tête des Forces armées et à la direction de quelques importantes sociétés de la Couronne. Frédéric Lévesque, « L'alternance au poste de gouverneur général et la dualité canadienne : règle de politesse ou convention constitutionnelle ? », *Revue générale de droit*, vol. 37, no 2, 2007, p. 301-343.

2 Sir Robert Borden apprit le français alors qu'il était dans la cinquantaine, vers 1905. En 1912, on disait de lui qu'il parlait un français très correct.

Aussi, dès l'après-guerre, le Parti conservateur du Canada (PC) déploya des efforts pour rejoindre l'électorat de langue française. On put entendre George Drew (1948-1956) faire quelques allocutions en français au moment de la campagne électorale de 1949[3]. Ce précédent ne passa pas inaperçu. En 1951, Louis Saint-Laurent (1948-1958) fit la prédiction « qu'avant longtemps » les principaux députés de chacun des partis fédéraux parleraient français. « Il y a six ans, ajoutait-il, je scandalisais plusieurs personnes par une déclaration semblable. Cette fois, le même propos ne semble pas avoir effrayé bien des gens[4]. »

« LIP SERVICE »

Dès son élection comme chef du PC, John G. Diefenbaker (1956-1967) voulut corriger son lourd accent anglo-allemand en suivant des cours de langue. Il ne fut pourtant jamais capable de parler assez bien français pour prononcer dans cette langue des discours sans notes. On raconte qu'ayant voulu remercier les Québécois francophones pour leur appui lors de la campagne qui l'avait projeté au poste de premier ministre, il avait conclu son allocution radiophonique de la veille du jour de l'An par la phrase : « En terminant, mes chers amis du Canada français, j'espère que mes vœux seront appréciés. » Les auditeurs et auditrices entendirent plutôt : « En teuminant, mes cheur zomies dou Canada Fwranssè, ch'espère que mes veaux seront après chier[5]. »

Élu chef du Parti libéral du Canada (PLC), Lester B. Pearson (1958-1968) jura qu'il s'emploierait rapidement à parler la seconde langue officielle du Canada. Néanmoins, il demeura toujours très loin de ses objectifs[6]. On raconte qu'en 1965, il était en train de prononcer un discours en anglais à Montréal quand il fut interrompu par des cris : « En français ! En français ! » Il tenta donc de continuer en français, mais la foule, qui ne comprenait rien à son « charabia », continua de crier : « En français ! En français[7] ! » Sachant que cette ignorance du français était inacceptable, Pearson lançait un défi à ses successeurs : « À l'avenir, les chefs libéraux devront parler le français aussi bien que l'anglais… comme je souhaiterais être capable de le faire[8]. »

LA PROMESSE DE DEVENIR BILINGUE

À partir de la moitié des années 1960, dans un

3 Il faut dire qu'il avait à se faire pardonner des déclarations incendiaires datant de l'époque où il conduisait les destinées du Parti conservateur de l'Ontario. Lors d'une élection partielle, en 1936, il avait déclaré que les français du Canada « are a defeated race, and that their rights are rights only because of the tolerance by the English element who, with all respect to the minority, must be regarded as the dominant race. » *The Toronto Star*, 27 novembre 1936, cité par Peter Meehan, "The East Hastings By-Election of 1936 and the Ontario Separate School Tax Question,' *CCHA Historical Studies*, vol. 68, 2002, p. 117.

4 Louis Saint-Laurent, cité dans « Les grands avantages du bilinguisme au Canada », *Le Canada*, 20 août 1951, p. 4.

5 Jean-François Lisée, « 35 citations : Ce qu'ils n'auraient pas dû dire ! », L'Actualité, 14 avril 2011, version Web : https://lactualite.com/politique/35-citations-ce-quils-nauraient-pas-du-dire. En 1959, Diefenbaker institua l'interprétation simultanée des débats et interventions à la Chambre des communes.

6 « Mes difficultés dans l'utilisation du français, quand je me suis trouvé dans le Québec, ont fait que je ne me suis jamais débarrassé d'un certain sentiment d'humiliation à ne pas pouvoir m'adresser couramment dans leur langue, à des auditoires de langue française ou à mes amis québécois que je rencontrais dans des réunions sociales. » Lester B. Pearson, *Words and Occasions : An Anthology of Speeches & Articles Selected from His Papers (1924–1968) by the Right Hon. L. B. Pearson*, Toronto, University of Toronto Press, 1970, p. 35.

7 Michael Bliss, *Right Honourable Men : The Descent of Canadian Politics from Macdonald to Mulroney*, Toronto, Harper Collins, 1994, p. 228.

8 Lester B. Pearson, cité par Jean-V. Dufresne, « L'unité vitale (Pearson) », *La Presse*, 18 novembre 1963, p. 2.

moment de montée du nationalisme québécois, la capacité à dire quelques mots en français ne suffisait plus. On souhaitait des leaders réellement bilingues. En 1967, à la faveur de la course à la chefferie du PLC, Davie Fulton déclarait que l'unilinguisme des chefs conservateurs avait grandement nui dans le passé à la cause du parti. « Après un centenaire d'histoire, arguait-il, il faut absolument que le chef d'un cabinet soit bilingue[9]. » En 1968, à l'occasion de la course à la chefferie du PLC, Jean Marchand y allait d'une déclaration semblable : « Nous en avons assez de chefs du gouvernement fédéral qui ne savent pas s'exprimer de façon convenable dans les deux langues officielles du pays[10]. »

Le PLC se tourna vers Pierre-Elliott Trudeau (1968-1984), un politicien parfaitement bilingue. Le Nouveau parti démocratique (NPD) fit le choix de David Lewis (1971-1975), un homme capable de converser en français. Le PC choisit Robert L. Stanfield (1967-1976), qui fit la promesse de suivre des cours de langue, mais ne fut jamais à l'aise en français. Joe Clark (1976-1983) fut davantage heureux dans ses efforts, même si, au Québec, on se moquait régulièrement de son accent.

LE « LITMUS TEST »

C'est vraiment au tournant des années 1980 que la maîtrise de la langue française devint, pour les aspirants-chefs de parti, une sorte de « litmus test », comme cela était déjà le cas pour la maîtrise de la langue anglaise[11]. Comme l'ensemble des députés anglophones, tous partis confondus, étaient de plus en plus à l'aise de s'exprimer dans la langue de Molière, on croyait qu'il n'était pas admissible d'être menés par un leader qui ne serait pas parfaitement bilingue. En 1983, Michel Doyon, membre du comité des politiques du PC, énonçait : « Nous ne pouvons plus revenir en arrière là-dessus. Un chef conservateur anglophone unilingue est absolument inacceptable au Québec tout comme un chef unilingue francophone serait rejeté chez les anglophones[12]. » La victoire de Brian Mulroney (1983-1993) contre l'unilingue anglophone John Crosbie constitua à cet égard un point charnière[13].

En 1989, le chef du NPD, Ed Broadbent (1975–1990) était catégorique : le chef d'un parti national au Canada se devait d'être bilingue. « Il est très important selon moi d'avoir un chef qui parle les deux langues officielles du pays[14]. » C'est ainsi qu'une fois élue cheffe du NPD, Alexa McDonough (1997-2003), par exemple, passa quelques-unes de ses vacances à Jonquière afin d'y parfaire un français qu'elle n'avait guère eu l'occasion de pratiquer depuis ses cours à l'école secondaire.

Après son élection comme premier ministre du Canada, en 2006, Stephen Harper (2004-2015)

9 Davie Fulton, cité dans « Il faut un premier ministre bilingue », *Le Soleil*, 26 juin 1967, p. 3.

10 Jean Marchand, cité dans « Nous demandons l'égalité pour tous à travers le Canada », *Le Nouvelliste*, 15 juin 1968, p. 3.

11 Aucun leader d'un parti fédéral ne pouvait prétendre au pouvoir sans bien parler anglais. Plusieurs francophones qui auraient pu être candidats à la succession de leur parti refusèrent de se lancer dans la course à la chefferie pour cette raison.

12 Cité par Richard Daignault, « À Ottawa », *Le Soleil*, 20 janvier 1983, p. D-12.

13 Crosbie prétendait qu'il ne lui était pas plus utile de parler français pour s'entendre avec les Canadiens français que de parler chinois ou allemand pour faire affaire avec la Chine ou l'Allemagne. Graham Fraser, *Sorry, I Don't Speak French : Confronting the Canadian Crisis that won't go Away*, Toronto, McClelland & Stewart, 2006, p. 258.

14 Ed Broadbent, cité par Pierre-Paul Noreau, « Intérêt soutenu au leadership NPD », *Le Soleil*, 17 janvier 1989, p. A -7.

PREMIER MINISTRE	ANGLAIS	FRANÇAIS	GAELIC	ALLEMAND	LATIN	GREC
John A. Macdonald	●	×	●		×	
Wilfrid Laurier	○	●				
Robert Borden	●	×		×	×	×
Mackenzie King	●			×		
Louis St.Laurent	●	●				
John Diefenbaker	●					
Lester B. Pearson	●	×				
Pierre Ellliot Trudeau	●	●				
Joe Clarck	●	○				
John Turner	●	×				
Brian Mulroney	●	●				
Kim Campbell	●	×				
Jean Chrétien	○	●				
Paul Martin	●	○				
Stephen Harper	●	○				
Justin Trudeau	●	●				

● Spoken natively ○ Fluency in writing or speaking × Conversational or partial mastery

SOURCE : https://ipfs.io/ipfs/QmXoypizjW3WknFiJnKLwHCnL72vedxjQkDDP1mXWo6uco/wiki/List_of_Prime_Ministers_of_Canada_by_languages_spoken.html#cite_note-7

avait étonné plusieurs anglophones en commençant ses discours et ses déclarations à la presse en français. Harper s'en expliquait. D'abord, disait-il, « Le français est la première langue nationale du Canada[15]. » Ensuite, il confiait s'exprimer « en français, parce que cela [l'] aid [ait] à structurer [l] a pensée. [...] C'est une bonne pratique, surtout pour un anglophone[16]. » Enfin, Harper évoquait son amour de la langue de Molière. « J'aime le français. Parler français est un désir qui remonte à ma jeunesse. Je suis de plus en plus à l'aise lorsque je m'exprime en français aujourd'hui. J'aimerais bien sûr mieux le parler, c'est pourquoi je le pratique tout le temps[17]. »

15 Stephen Harper, cité par Jean-Denis Bellavance et Gilles Toupin, « "C'est la langue fondatrice du Canada". Le français aide Harper à structurer sa pensée », *La Presse*, 12 septembre 2007, p. A -7.

16 Idem.

17 Idem.

CONCLUSION

Historiquement, à quelques exceptions près[18], les leaders francophones des partis fédéraux se sont fait connaître pour leur maîtrise exemplaire de l'anglais. Plusieurs d'entre eux, de Louis Saint-Laurent à Justin Trudeau, ont d'ailleurs partagé cette caractéristique d'avoir été élevés dans des foyers bilingues. La capacité à s'exprimer de manière fluide en français est beaucoup moins évidente chez les leaders anglophones. Cependant, depuis Pearson, les premiers ministres anglophones ayant gagné une élection (Joe Clark, Paul Martin et Stephen Harper) ont tous été en mesure de soutenir une conversation dans la deuxième langue officielle du Canada. Cette évolution reflète l'opinion désormais généralement admise selon laquelle le premier ministre d'un pays bilingue se doit d'être bilingue.

18 On pense à certains chefs créditistes et bloquistes, ainsi qu'à Stéphane Dion.